

Elle a parlé des EDER, des ententes de développement régional que nous négocions avec les provinces aujourd'hui.

M. McGuire: Où en sont ces ententes maintenant?

M. Thompson: Elles seront signées comme elles l'ont toujours été. Elles ont été très avantageuses pour les provinces dans le passé. En fait, la plupart de gouvernements provinciaux du Canada atlantique reconnaîtront que le gouvernement fédéral leur a accordé des fonds qui leur ont permis d'équilibrer leurs livres. Tous les députés, peu importe leur parti, saisissent toute l'importance des EDER. Elles seront signées.

La députée de South West Nova n'offre aucune solution de remplacement. Elle et tous les membres de son parti n'ont aucune solution à proposer. Ils peuvent critiquer autant qu'ils le veulent. Nous essayons de régler certains problèmes bien réels que leur gouvernement nous a légués.

Mme Campbell (South West Nova): Madame la Présidente, le député de Carleton—Charlotte vient de l'autre côté de la baie de Fundy. Les gens de ma région connaissent bien cette région pour bien des raisons.

Je tiens à signaler au député qu'en 1984, la dette publique s'établissait à 68 milliards de dollars. Après quatre années d'influence économique des conservateurs, la dette est passée à 191,5 milliards.

Des voix: C'est honteux!

Mme Campbell (South West Nova): J'ai dit dans mon discours que le gouvernement avait connu les meilleures conditions économiques. Le député n'était pas ici de 1980 à 1984 lorsque le taux d'inflation a augmenté à la suite de ce qui est arrivé dans les années 70 à cause des prix élevés de l'énergie.

M. Vincent: À cause de vos mauvaises politiques.

Mme Campbell (South West Nova): Nous verrons qui a eu de mauvaises politiques. Attendez seulement. Nous verrons à long terme qui aura eu de mauvaises politiques. Les députés d'en face ont emboîté le pas à un ministre des Finances qui a prédit une nouvelle croissance économique. En réalité, s'il n'avait pas soumis les Canadiens à la pire razzia fiscale, une razzia de 3,7 milliards de dollars avec le dernier budget, le déficit serait le même que lorsqu'il est arrivé au pouvoir, un déficit de 34,2 milliards. Voilà la réalité. La pire razzia fiscale jointe à la politique de loyer élevé de l'argent de la Banque du Canada entraîneront le gouvernement et le Canada sinon dans une crise économique, du moins dans une récession. Le député de Carleton—Charlotte représente le même gen-

Pouvoir d'emprunt—Loi

re de population que moi. Ce sont des Canadiens ordinaires qui tirent leur gagne-pain des ressources naturelles de leur région.

Comme nous l'avons très clairement vu avec la coalition de la côte ouest aujourd'hui, hier et avant-hier, ces gens ne peuvent gagner leur vie sans la possibilité de transformer leur poisson. Ces gens ne peuvent pas vivre sur la côte ouest dans ces villages de pêcheurs s'ils ne peuvent pas transformer leur poisson. Pourtant, on le considère comme une violation de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Nous voulons protéger le travail de nos pêcheurs qui pêchent dans nos eaux aussi bien que les emplois à terre. À mon avis, c'est affreux que le gouvernement rampe ainsi devant les États-Unis.

M. Parent: Madame la Présidente, il me semble que le député qui a parlé avant ma collègue ne s'est pas encore habitué au fait que son gouvernement est au pouvoir maintenant depuis plus de quatre ans. Tôt ou tard, lui et les ministériels devront assumer la responsabilité de leurs propres actions.

M. Thompson: Nous assumerons la responsabilité de la création d'emplois et de la prospérité de notre pays.

M. Parent: Le député a eu la possibilité de dire ce qu'il avait à dire, ce qui n'était pas grand-chose, je dois l'admettre, mais maintenant je pense qu'il devrait avoir la courtoisie d'écouter ce que j'ai à dire.

M. Thompson: Des inexactitudes.

M. Parent: Je m'adresse à ma collègue, la députée de Nouvelle-Écosse. Je suis allé récemment à Summerside. Ma collègue n'a pas parlé, du moins en détail, de la situation dans cette localité. Je me demande si elle pourrait faire des commentaires sur la fermeture des bases des Forces canadiennes dans les provinces maritimes, en particulier en ce qui concerne les emplois qui vont disparaître dans cette région, ainsi que les conséquences économiques que ces fermetures auront sur les gens vivant aux alentours. Je ne parle pas seulement des militaires, mais des Canadiens moyens, si vous le voulez bien, madame la Présidente, de la région des Maritimes qui essayent du mieux qu'ils peuvent de gagner leur vie et d'aider à construire le Canada avec leurs concitoyens. Ma collègue pourrait peut-être en parler.

Mme Campbell (South West Nova): Madame la Présidente, à cause de la nouvelle répartition des circonscriptions électorales, je ne représente plus Barrington. J'ai de la peine pour le député de South Shore. Il doit trouver très dur de voir cette base fermer ses portes après tant d'années.